

un plus grand luxe. On en va voir la preuve.

ix.
Situation ac-
tuelle de la
Suède.

La Suède, en y comprenant la partie de la Finlande et de la Laponie, qui sont de son domaine, a une étendue prodigieuse. Ses côtes, d'un accès assez généralement difficile, sont embarrassées d'une infinité de rochers et de beaucoup de petites îles où quelques hommes presque sauvages vivent de leur pêche. L'intérieur du pays est très-montueux. On y trouve cependant des plaines dont le sol, quoique sablonneux, quoique marécageux, quoique rempli de matières ferrugineuses, n'est pas stérile, principalement dans les provinces les plus méridionales. Au nord de l'empire, le besoin a appris aux peuples qu'on pouvait vivre d'un pain composé d'écorce de bouleau, de quelques racines et d'un peu de seigle. Pour se procurer une nourriture plus saine et plus agréable, ils ont tenté d'ensemencer des hauteurs, après en avoir abattu et brûlé les arbres. Les plus sages d'entre eux ont renoncé à cet usage, après avoir observé que le bois et le gazon ne croissaient plus sur un terrain pierreux et maigre, épuisé par deux ou trois récoltes assez abondantes. Des lacs plus ou moins étendus couvrent de très-grands espaces. On s'est habilement servi de ces amas inutiles d'eau pour établir, avec le secours de plusieurs rivières, de plusieurs canaux, de plusieurs écluses, une navigation non interrompue depuis Stockholm jusqu'à Gothenbourg.

Cette esquisse du physique de la Suède porte-

rait à penser que cette région ne fut jamais bien peuplée, quoiqu'on l'ait appelée quelquefois la fabrique du genre humain. S'il est vrai que de nombreuses hordes en soient anciennement sorties, ce devaient être des Scythes et des Sarmates qui s'y étaient rendus par le nord de l'Asie, et qui se poussaient, se remplaçaient successivement. Cependant ce serait peut-être une erreur de croire que cette vaste contrée ait toujours été aussi déserte que nous la voyons. Selon toutes les probabilités, elle avait plus d'habitans il y a trois siècles, quoique la religion catholique, qu'on y professait alors, autorisât les cloîtres et prescrivît au clergé le célibat. Le dénombrement de 1751 ne porta le nombre des âmes qu'à deux millions deux cent vingt-neuf mille six cent soixante-une; il était augmenté de trois cent quarante-trois mille en 1769. On pense généralement que depuis cette époque la population, dont la treizième partie seulement habite les villes, ne s'est pas accrue, qu'elle a même rétrogradé; et c'est la misère, ce sont les maladies épidémiques qu'il faut accuser de ce malheur.

Le nombre des habitans serait plus grand en Suède, si elle n'était continuellement abandonnée, et souvent sans retour, par un grand nombre de ceux qui y ont pris naissance. On voit dans tous les pays des hommes qui, par curiosité, par inquiétude naturelle et sans objet déterminé, passent d'une contrée dans une autre; mais c'est une

maladie qui attaque seulement quelques individus, et ne peut être regardée comme la cause générale d'une émigration constante. Il y a dans tous les hommes un penchant à aimer leur patrie, qui tient plus à des causes morales qu'à des principes physiques. Le goût naturel pour la société, des liaisons de sang et d'amitié, l'habitude du climat et du langage, cette prévention qu'on contracte si aisément pour le lieu, les mœurs, le genre de vie auxquels on est accoutumé, tous ces liens attachent un être raisonnable à des contrées où il a reçu le jour et l'éducation. Il faut de puissans motifs pour lui faire rompre à la fois tant de nœuds, et préférer une autre terre où tout sera étranger et nouveau pour lui. En Suède, où toute la puissance était entre les mains des états composés des différens ordres du royaume, même celui des paysans, on devait plus tenir à son pays. Cependant on en sortait beaucoup, et il ne fallait pas s'en étonner.

Les terres en culture étaient autrefois partagées en quatre-vingt mille cinquante-deux hémans ou fermes, qu'il n'était pas permis de morceler. Par une erreur plus grossière encore, les lois avaient fixé le nombre des personnes qui pourraient habiter chacune de ces propriétés. Lorsqu'il était complet, un père de famille était obligé d'expulser lui-même de la maison ses enfans puînés, quelque besoin qu'il pût en avoir pour augmenter la masse de ses productions. On avait es-

péré d'opérer par ce règlement le défrichement de terrains incultes et la formation de nouveaux hémans. Il eût fallu prévoir que des hommes ainsi opprimés n'auraient ni la volonté ni les moyens de s'occuper d'établissements, et que la plupart iraient chercher dans des contrées étrangères une tranquillité dont leur patrie les privait si injustement. Quelques hommes éclairés entrevirent cette vérité en 1748. Ils proposèrent à la nation assemblée que les laboureurs fussent autorisés à diviser leur héritage en autant de portions qu'ils le voudraient. La diète se refusa à des vues qui seules pouvaient arrêter l'émigration, améliorer l'agriculture.

Elle était, dit-on, assez florissante lorsque Gustave-Vasa monta sur le trône. Cette opinion manque visiblement de vraisemblance, puisque, avant cette époque, l'empire n'était sorti des horreurs de l'anarchie que pour passer sous le joug d'une tyrannie étrangère. Au moins est-il certain que, depuis, ce premier des arts a toujours été languissant. La nation s'est vue continuellement réduite à tirer de ses voisins une grande partie de ses subsistances, et quelquefois pour six ou sept millions de livres. Plusieurs causes ont contribué à cette infortune. On pourroit placer parmi les plus considérables la dispersion d'un petit nombre d'hommes sur un trop grand espace. L'éloignement où ils étaient les uns des autres contraignait chacun d'eux de pourvoir lui-même à la

plupart de ses besoins , et les a tous empêchés de se livrer sérieusement à aucune profession , pas même à l'exploitation des terres.

L'insuffisance des récoltes jetait l'état dans des embarras continuels. Les arrangemens économiques imaginés de loin en loin pour en sortir ne produisaient pas l'effet désiré. On eut enfin , en 1772, le courage de remonter à la principale cause du désordre, et la distillation des grains fut prohibée. Malheureusement les lois se trouvèrent impuissantes contre la passion qu'avaient les peuples pour cette eau-de-vie , et il fallut en tempérer la sévérité. La condescendance ne fut pas portée à la vérité jusqu'à autoriser les citoyens à préparer eux-mêmes cette boisson comme ils avaient été dans l'usage de le faire ; mais le gouvernement s'engagea à leur en fournir pour environ trois cent mille tonneaux de grain, au lieu d'un million de tonneaux qu'on y employait auparavant.

Depuis cette époque la Suède a tiré des marchés étrangers beaucoup moins de grains. Quelques-uns de ses écrivains économiques ont même prétendu qu'elle pourrait se passer de ce secours, si la nation revenait de son égarement. Cette opinion trouvera peu de partisans. Il est prouvé, que ce soit le vice du sol, du climat ou de l'industrie, que la même quantité d'hommes, de jours de travail et de capitaux ne donne dans cette région que le tiers des productions qu'on obtient dans des contrées plus fortunées.

Les mines doivent compenser ces désavantages de l'agriculture. La plupart appartenaient autrefois aux prêtres. Des mains du clergé elles passèrent, en 1480, dans celles du gouvernement. Une révolution encore plus heureuse en a fait depuis l'apanage des particuliers.

Il n'y a que celle d'or, découverte en 1738, qui soit restée au fisc. Comme elle ne rend annuellement que sept ou huit cents ducats, et que ce produit est à peine suffisant pour les frais de son exploitation, aucun citoyen, aucun étranger n'a offert jusqu'ici de s'en charger.

La mine d'argent de Sala fut découverte en 1188. Durant le cours du quatorzième siècle elle donna vingt-quatre mille marcs, et seulement vingt-un mille deux cent quatre-vingts marcs dans le quinzième. On la vit tomber de plus en plus jusqu'au commencement de celui où nous vivons. A en juger par le produit de 1769, elle rend de nos jours dix-huit cent trente-un marcs chaque année. C'est quinze ou seize fois plus que toutes les autres réunies.

L'alun, le soufre, le cobalt, le vitriol, sont plus abondans. Cependant ce n'est rien ou presque rien auprès du cuivre, et surtout du fer. Depuis 1754 jusqu'en 1768, il fut exporté chaque année neuf cent quatre-vingt-quinze mille six cent sept quintaux de ce dernier métal. Alors il commença à être moins recherché, parce que la Russie en offrait de la même qualité à vingt pour cent

meilleur marché. Les Suédois se virent réduits à diminuer leur prix ; et il faudra bien qu'ils le baissent encore , pour ne pas perdre entièrement la branche la plus importante de leur commerce. Les plus intelligens d'entre eux ont pris le parti de travailler leur fer eux-mêmes ; et de le convertir en acier , en fil d'archal , en clous , en canons , en ancres , en d'autres usages de nécessité première pour les autres peuples ; et le gouvernement a sagement excité cette industrie par des gratifications. Ces faveurs ont été généralement approuvées. On s'est partagé sur les grâces accordées à d'autres manufactures.

Il n'y en avait proprement aucune dans le royaume à l'époque mémorable qui lui rendit sa liberté. Deux partis ne tardèrent pas à la diviser. Une faction montra une passion démesurée pour les fabriques ; et , sans distinguer celles qui pouvaient convenir à l'état de celles qui devaient lui nuire , il leur prodigua à toutes les encouragemens les plus excessifs. C'était un grand désordre. On n'en sortit que pour tomber dans un excès aussi révoltant. La faction opposée , ayant prévalu , montra autant d'éloignement pour les manufactures de nécessité que pour celles qui étaient uniquement de luxe , et les priva les unes et les autres des privilèges et des récompenses dont on les avait comme accablées. Elles n'avaient pris aucune consistance malgré les prodigalités du fisc. Leur chute totale suivit la suppression de ces

dons énormes. Les artistes étrangers , les nationaux même disparurent. On vit s'évanouir le beau rêve d'une grande industrie , et la nation se trouva presque au même point où elle était avant 1720.

Les pêcheries n'ont pas eu la même destinée que les arts. La seule qui mérite d'être envisagée sous un point de vue politique , c'est celle du hareng. Elle ne remonte pas au-delà de 1740. Avant cette époque , ce poisson fuyait les côtes de Suède. Alors il se jeta sur celle de Gothenbourg , et ne s'en est pas retiré depuis. La nation en consomme annuellement quarante mille barils , et l'on en exporte cent soixante mille , qui , à raison de 13 livres 15 sous chacun , forment à l'état un revenu de 2,200,000 livres.

On ne jouissait pas encore de cet avantage lorsque le gouvernement décida que les navigateurs étrangers ne pourraient introduire dans ses ports que les denrées de leur pays ; qu'ils ne pourraient pas même porter ces marchandises d'une rade du royaume à l'autre. Cette loi célèbre , connue sous le nom de *placard des productions* , et qui est de 1724 , ressuscita la navigation , anéantie depuis long-temps par les malheurs des guerres. Un pavillon inconnu partout se montra sur toutes les mers. Ceux qui l'arboraient ne tardèrent pas à acquérir de l'habileté et de l'expérience. Leurs progrès parurent même à des politiques éclairés devenir trop considérables pour un pays dépeuplé. Ils pensèrent qu'il fallait s'en

tenir à l'exportation des productions de l'état, à l'importation de celles dont il avait besoin, et abandonner le commerce purement de fret. Ce système a été vivement combattu. D'habiles gens ont cru que, bien loin de gêner cette branche d'industrie, il convenait de l'encourager en abolissant tous les réglemens qui la contraient. Le droit exclusif de passer le Sund fut anciennement attribué à un petit nombre de villes désignées sous le nom de *stapelstad*. Tous les ports même situés au nord de Stockholm et d'Abo furent asservis à porter leurs denrées à l'un de ces entrepôts, et à s'y pourvoir des marchandises de la Baltique, qu'ils auraient pu se procurer de la première main à meilleur marché. Ces odieuses distinctions, imaginées dans des temps barbares, et qui tendent à favoriser le monopole des marchands, existent encore. Les spéculateurs les plus sages en matière d'administration désirent qu'elles soient anéanties, afin qu'une concurrence plus universelle produise une plus grande activité.

A juger du commerce de la Suède par le nombre des navires qu'il occupe, on le croirait très-important. Cependant, si l'on veut considérer que cette région ne vend que du brai, du goudron, de la potasse, des planches, du poisson et des métaux grossiers, on apprendra sans étonnement que ses exportations annuelles ne passent pas 15,000,000 de liv. Les retours seraient encore d'un quart plus faibles, s'il fallait s'en rapporter

à l'autorité des douanes. Mais il est connu que, si elles sont trompées de cinq pour cent sur ce qui sort, elles le sont de vingt-cinq pour cent sur ce qui entre. Dans cette supposition, il y aurait un équilibre presque parfait entre ce qui est vendu, ce qui est acheté, et le royaume ne gagnerait ni ne perdrait dans ses liaisons extérieures. Des personnes infiniment versées dans ces matières prétendent même que la balance lui est défavorable, et qu'il n'a rempli jusqu'ici le vide que cette infériorité devait mettre dans son numéraire qu'avec le secours des subsides qui lui ont été accordés par des puissances étrangères. C'est à la nation à redoubler ses efforts pour sortir d'un état si fâcheux. Voyons si ses troupes sont mieux ordonnées.

Avant Gustave-Vasa tout Suédois était militaire. Au cri du besoin public le laboureur quittait sa charrue et prenait un arc. La nation entière se trouvait aguerrie par des troubles civils qui malheureusement ne discontinuaient pas. L'état ne soudoyait alors que cinq cents soldats. En 1542, ce faible corps fut porté à six mille hommes. Pour être déchargée de leur entretien, la nation désirait qu'on leur assignât une portion des domaines de la couronne. Ce projet, long-temps contrarié par des intérêts particuliers, fut enfin exécuté. Charles XI reprit les terres royales que ses prédécesseurs, principalement la reine Christine, avaient prodiguées à leurs favoris, et il y plaça la partie la plus précieuse de l'armée.

Elle est actuellement composée d'un corps de douze mille vingt-huit hommes toujours assemblé, indifféremment formé d'étrangers et régnicoles, ayant une solde régulière, et servant de garnison à toutes les forteresses du royaume.

Un autre corps plus distingué, et regardé par les peuples comme le boulevard de l'empire, c'est celui qui est connu sous le nom de *troupes nationales*. Il est de trente-quatre mille deux cent soixante-six hommes, qui ne s'assemblent que vingt-un jours chaque année. On ne leur donne point de paie; mais ils ont reçu du gouvernement, sous le nom de *bostellen*, des possessions qui doivent suffire à leur subsistance. Depuis le soldat jusqu'au général, tous ont une habitation, tous ont des champs qu'ils doivent cultiver. Les commodités du logement, l'étendue et la valeur du sol sont proportionnées au grade de milice.

Cette institution a reçu des éloges dans l'Europe entière. Ceux qui en ont vu les effets de plus près l'ont moins approuvée. Ils ont observé que ces terres, qui passaient rapidement d'une main dans l'autre, étaient toujours dans le plus grand désordre; que le caractère agriculteur était diamétralement opposé au caractère militaire; que l'homme qui cultivait la terre s'attachait à la glèbe par les soins qu'il lui donnait, et s'en éloignait avec désespoir, tandis que le soldat conduit par son état d'une province d'un royaume dans une autre province, d'un royaume au fond d'un

royaume éloigné, devait toujours être prêt à partir gaîment au premier coup du tambour, au premier son de la trompette; que les travaux de la campagne languissaient lorsqu'ils n'étaient pas secondés par une nombreuse famille; et qu'il fallait par conséquent que le laboureur se mariât, tandis que le séjour sous des tentes, l'habitation des camps, les hasards du métier de la guerre demandaient un célibataire dont aucune liaison douce n'amollit le courage, et qui pût vivre partout sans aucune prédilection locale, et exposer à tout moment sa vie sans regret; que la perfection de la discipline militaire se perdait sans des exercices continuels, tandis que, les champs ne laissant de repos et ne souffrant d'intermission que dans la saison rigoureuse qui séparait les armées et qui endurcissait le sol, les mêmes mains étaient peu propres à manier l'épée et à pousser le soc de la charrue; que les deux états supposaient l'un et l'autre une grande expérience; et qu'en les réunissant dans une même personne, c'était un moyen sûr de n'avoir que de médiocres agriculteurs et de mauvais soldats; que ces terres, qu'on leur distribuait deviendraient héréditaires ou reviendraient à l'état; qu'héréditaires, bientôt il n'en resterait plus à d'autres propriétaires; et que, rendues à l'état, c'était d'un moment à l'autre précipiter dans la mendicité une multitude d'enfans de l'un et de l'autre sexe, et peupler un royaume, au bout de cinq ou six campagnes, de